



La barrière de sécurité

Mémoire de géopolitique

Du Colonel Avi Levy

Dans le cadre du séminaire «le conflit israélo palestinien »

Directeur : Monsieur Xavier de Villepin

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

La barrière de sécurité

1. la barrière de sécurité – l'idée d'une barrière de sécurité est la première étape, et le stade premier afin de retrouver une vie normale pour les deux cotes et dans le futur une solution possible a ce conflit.
2. 2007_memoire_geop_conflit israélo palestinien.
3. Colonel, armée de terre, Avi Levy, Israël.
4. 12 mars 2007
5. Division C – groupe C2
6. Mémoire de géopolitique
7. Aujourd'hui, le proche orient et le pays d'Israël en sont au même point quant au conflit israélo palestinien et israélo arabe (sauf l'Egypte et la Jordanie avec qui des accords de paix on été signés). A ma connaissance et prenant en compte les données tells qu'elles se présentent a nous de nos jours, la construction de la barrière de sécurité est nécessaire et même obligatoire, cette barrière est un moyen (qui a prouvé son utilité dans différents endroits) pour réduire le nombre d'attentats terroriste du coté palestinien, cette barrière va permettre un arrêt même si temporaire entre les deux peuples ce qui nous permettra de revoir et de repenser a une solution stable et durable face au conflit. La construction de la barrière de sécurité n'est qu'une première étape qui a pour but de stopper l'amplification de la violence et comme il a été déclaré par le gouvernement israélien la barrière n'est en aucun cas une frontière mais seulement un moyen d'arrêter la violence générée contre Israël et ses habitants.
8. Termes pertinents : barrière de sécurité, conflit israélo palestinien, attentats terroriste, solution.

Table des matières

1.	Introduction	---5
2.	Chapitre A	---7
	La fondation de l'état d'Israël	---7
	La guerre des six jours	---8
	Tentatives de recherches de solutions	---9
	Des accords d'Oslo jusqu'aux événements de l'an 2000	---11
3.	Chapitre B	---13
	Le terrorisme palestinien	---13
	Les raisons qui ont mené à l'Intifada	---13
	La cour des événements	---14
	Les efforts diplomatiques	---15
	La vague de terrorisme	---16
	Les conséquences du terrorisme palestinien	---19
	Les conséquences diplomatiques	---20
	La construction de la barrière de sécurité : les processus et les étapes majeures	--22
	Le point de vue opérationnel	---23
	La qualité de vie	---25
	La liberté de mouvement – les passages	---26
	Les permis	---28
	La santé	---28
	L'agriculture et les ressources de travail	---28
	Le domaine de l'éducation	---29
	Chapitre C	---30
	4.1 Le statut légal de la barrière de sécurité	---30
	4.2 L'idée de la séparation de la scène internationale	---32
	4.2.2 Des modèles	---33
	4.3 L'efficacité de la barrière	---34
5	Discussion	--36
6	Cartes	---38
6.1	Annexe-1 Des pertes de vie.	---38
6.2	Annexe-2 Des pertes de vie.	---39
6.3	Annexe-3 Carte de attaque suicides et leurs origines.	---40

6.4 Annexe-4 La section en béton.	---41
6.5 Annexe-5 Exemple- la tentative d'attentat et l'efficacité de la barrière.	--42
7 Bibliographie	---44

1. Introduction

De nos jours le débat public dans le domaine politique et dans le domaine de la sécurité se concentre tout particulièrement autour de la question de la barrière de sécurité au sein du territoire israélien. La barrière, est définie comme un des moyens de défense qui a pour but d'empêcher le passage non voulu de personne venant au sein du territoire israélien des territoires palestiniens. Pour d'autre la barrière a un but différent, celui de définir les frontières de l'état d'Israël, de l'est de Judée et Samarie et du sud par la bande de Gaza. Aujourd'hui, la barrière de sécurité devient un point majeur dans le conflit israélo palestinien. On peut dire que le conflit israélo palestinien est un conflit réaliste, politique – un débat autour du territoire.

Du moment où conflit il y a nous nous trouvons face a un risque d'élargissement de celui-ci L'essentiel du conflit a créé d'autres conflits graves. Les ennemis risquent de se renforcer dans leurs opinions sans qu'il ait forcément un lien direct avec le conflit premier. De cette manière le conflit risque de prendre des proportions bien plus graves ce qui risque d'influencer bien d'autres domaines. Ce processus peut être observé dans le conflit israélo palestinien qui était à la base un conflit politique et qui est devenu petit a petit un conflit historique et culturel. Dans les écoles arabes (1), on enseigne que les Cananéens et les autres peuples sont les ancêtres des arabes palestiniens. Les droits des arabes concernant l'état d'Israël est du a une occupation continue des terres qui a précédé l'occupation israélienne. Le contrôle des juifs du pays d'Israël était de courte durée, un épisode passager. Les juifs n'ont pas gouverné de façon continue en Israël puisqu'il ne s'agit point d'un peuple ce qui explique les errances et les Galouiottes. La conquête de l'état d'Israël par les juifs a la fin des 19 siècles et aux 20 siècles est décrite comme un rapt tel que celui-ci a été fait par leurs pères en sortant de l'Egypte.

Les pays européens étaient prêts à donner la Palestine aux juifs a cause de leur culpabilité concernant les pogromes des juifs et tout particulièrement a cause de l'Holocauste des juifs d'Europe qui a accéléré la création de l'état juif en Palestine qui est historiquement le pays d'Israël.

Aujourd'hui, le proche orient et le pays d'Israël en sont au même point quant au conflit israélo palestinien et israélo arabe (sauf l'Egypte et la Jordanie avec qui des

accords de paix on été signés). A ma connaissance et prenant en compte les données tels qu'elles se présentent a nous de nos jours, la construction de la barrière de sécurité est nécessaire et même obligatoire, cette barrière est un moyen (qui a prouvé son utilité dans différents endroits) pour réduire le nombre d'attentats terroriste du coté palestinien, cette barrière va permettre un arrêt même si temporaire entre les deux peuples ce qui nous permettra de revoir et de repenser a une solution stable et durable face au conflit. Ce travail a pour but de présenter les différentes étapes et les différents stades du conflit israélo arabe. En plus de cela je vais évoquer les efforts qui ont été mis en œuvre afin de trouver une solution à ce conflit. Afin de comprendre les décisions prises par le gouvernement israélien concernant la construction de la barrière de sécurité je vais procéder a une présentation des attentas terroriste qui ont été commis contre le peuple d'Israël. En plus de cela je parlerai également des processus qui ont mené finalement à la construction de la barrière de sécurité.

Durant ce travail je vais essayer d'étayer mon point de vue ; mon opinion concernant la barrière de sécurité est le suivant ; je pense que cette barrière de sécurité est le fruit des conflits qui ont engendré des pertes multiples parmi la population israélienne ainsi que parmi la population palestinienne. La construction de la barrière de sécurité n'est qu'une première étape qui a pour but de stopper l'amplification de la violence et comme il a été déclaré par le gouvernement israélien la barrière n'est en aucun cas une frontière mais seulement un moyen d'arrêter la violence générée contre Israël et ses habitants. L'idée d'une séparation, l'idée d'une barrière de sécurité est la première étape, et le stade premier afin de retrouver une vie normale pour les deux côtes. Cette idée pourra permettre une nette baisse du niveau de haine, une construction possible de confiance et dans le futur une solution possible a ce conflit.

1. Yeoshafat Hrcavi. Fondations dans le conflit israélo palestinien, ministre de la sécurité 1971, P. 22

2. Chapitre A

2.1 La fondation de l'état d'Israël

En 1947 l'ONU décide de répartir l'état d'Israël et de fonder deux pays, arabe et juif cote à cote sur les terres d'Israël et cela en se basant sur le programme de la division de Jérusalem qui restera universelle.

Les arabes n'ont pas accepté cette division et le lendemain de celle-ci ils ont commencé une guerre contre Israël. Le vendredi 14 Mai 1948 à 16 :00, David Ben Gurion a déclaré la création de l'état d'Israël. L'état d'Israël gagne la guerre de l'indépendance ce qui n'était qu'un premier pas dans la création de ce jeune état. Du point de vue arabe, ce moment ne fut qu'un commencement du conflit ce qui a été renforcé par le problème des réfugiés qui se sont enfuis du pays. (1) Durant et suite à l'an 1948 deux problèmes majeurs seront à la base de l'explication du problème des réfugiés :

1. le premier est celui qui se base sur les raisons formelles venant de la cote arabe : d'après ce point de vue les juifs sont arrivés en Israël afin de se l'approprier et pour se faire ils ont renvoyé tous les habitants arabes. 1948 n'était qu'un prétexte pour mettre en place un programme qui avait établi bien avant.
2. l'explication formelle du coté juif : ce point de vue soutient l'idée d'après laquelle se sont les arabes qui ont encouragé les habitants à quitter le pays en souhaitant que les femmes et les enfants en sortiront indemnes de part et d'autre en leur interdisant le retour ils auront réussi à noircir l'image d'Israël. Des témoignages radiophoniques appelant les arabes à ne pas rentrer en Israël existent mais des documents officiels n'ont pas été trouvés. La vérité concernant le problème des réfugiés est un assemblage des deux points de vue.

La sortie des arabes est très bien documentée dans des archives militaires. Ces documents nous renseignent quant aux dates de fuite et les chemins qui ont été empruntés. La plupart des habitants de Beit – Shean par exemple, a quitté le premier jour de l'occupation israélienne. A Safed on retrouve le même mouvement, les habitants ont également quitté le premier jour. La plupart de la sortie arabe concorde pratiquement un à un avec l'occupation israélienne. En règle générale on peut conclure que le facteur majeur qui a conduit les arabes à quitter Israël été du à l'occupation israélienne. La plupart des arabes ont quitté leur maison, leurs biens et ont avancé plusieurs kilomètres vers le nord, de ce point ils ont attendu plusieurs jours afin de

comprendre ce qui se produisait. Seulement quand un sentiment de désespoir les a remplis suite à l'occupation israélienne ils ont continué leur chemin vers ce que l'on nomme aujourd'hui les « camps de réfugiés » qui ont été montés à côté des grandes villes et qui se baissent sur des camps anglais. En somme, 726,000 personnes ont été arrachées de leur terre et de leur maison, malgré que ce point de vue ne soit pas accepté par tout le monde. Les pays arabes avaient intérêt à présenter un nombre bien plus élevé qui s'approchant des 900,000 (2) personnes, cela afin de créer une image négative d'Israël. En plus de cela, ils avaient intérêt à ramener le plus de réfugiés possibles en Israël. L'état d'Israël, a réduit de manière significative le nombre et d'après ce point de vue il s'agit de pas plus de 50,000 réfugiés. Benny Morrice, pense qu'il s'agit de 700 mille réfugiés, il se base sur les données de l'ONU. A la fin de la guerre, 150 mille arabes étaient restés en Israël, avec le temps ce nombre s'est multiplié mainte fois pour atteindre le million de personnes, ce qui prouve qu'une déportation de la part des juifs n'a jamais eu lieu.

A la fin de la guerre de l'indépendance, deux facteurs de plus font partie du conflit israélo palestinien ; le premier était celui du problème des réfugiés et le second celui du problème des territoires occupés par Tzahal pendant la guerre.

2.2 La guerre des six jours

La victoire d'Israël a surpris les arabes et a créé un sentiment fort parmi les pays arabes. Les intellectuels ont commencé à se poser des questions concernant les raisons de la chute. Beaucoup de personnes parmi eux ont pensé que la faiblesse militaire était due à des faiblesses bien plus profondes au niveau de la personnalité des arabes. Une conséquence de plus suite à la guerre des six jours, qui a mené à une aggravation de la position arabe, a été la montée importante des groupes nationaux arabes et le soutien qui leur était donné par la population arabe quant à leur combat contre Israël. Ces organisations ont réclamé la destruction totale de l'état d'Israël, point de vue radical qui tient jusqu'au jour d'aujourd'hui. L'identification avec ces organisations au niveau de leurs positions, a réduit la force des autres pays comme celui notamment de l'Egypte.

1. le conflit israélo palestinien ; p. 146

2. plus haut : p. 147

En plus de cela, leur soutien aux palestiniens dans leur combat face à Israël a été présenté comme un moyen de se protéger et en plus de cela il a été dit que le combat des palestiniens était le combat de tout le peuple arabe entier. A cause de cela, et suite à la guerre, les positions opposées n'ont fait qu'accroître. D'un côté, la reconnaissance de l'impossibilité de détruire l'état d'Israël et l'incapacité à accepter celle-ci.

Et d'autre part, l'évidence de la destruction de l'état juif est chose nécessaire, car Israël après la guerre des six jours était considéré comme un ennemi féroce qui ne se rassasie pas de l'occupation des territoires. Malgré le point de vue radicale des organisations palestiniennes on peut penser que la guerre des six jours et les trois années qui l'ont suivies, qui ont été marquées par la guerre de la guerre d'usure, ont emmenées à un grand changement dans le conflit, si avant la guerre le conflit était autour de l'existence même de l'état juif, il semble qu'après la guerre le conflit tournait autour de la question des frontières d'Israël.

En somme, ce chapitre avait pour but de présenter en premier les différentes étapes du conflit. On peut dire que cela débute avec le début de la présence juive en Israël. Plus l'immigration juive a pris de l'ampleur plus le conflit s'est accru. Au fur et à mesure des années des dimensions nouvelles ont été rajoutées aux conflits : l'aspect religieux, l'aspect national, ces deux facteurs n'ont fait qu'amplifier le conflit entre ces deux peuples. Les sionistes face aux arabes palestiniens. Les conséquences de la guerre de l'indépendance ajoutent un point majeur à la recrudescence du conflit israélo palestinien. Les raisons sont : l'occupation des territoires qui appartenaient d'après le programme de division aux arabes ainsi que le problème des réfugiés palestiniens. La guerre des six jours a eu des répercussions majeures quant à l'approfondissement du conflit, cela suite aux changements territoriaux favorables pour Israël. Il faut souligner que durant toutes les années du conflit des facteurs extérieurs tel que : des pays arabes, certains mouvements des pays arabes, les répercussions sur l'ampleur du conflit sont vus également au niveau politique ainsi qu'à un niveau religieux et culturel.

2.3 Tentatives de recherches de solutions

Les années qui ont suivi la guerre des six jours et durant les années 70 le conflit était de nature militaire. Les palestiniens ont effectué des actes de terrorisme contre Israël. Au départ ces actes provenaient des territoires qui avaient été occupés par les israéliens et

ensuite ils sont arrivés des pays avoisinants tels que : la Jordanie et le Liban. Ces actions ont entraîné une réaction de l'armée israélienne et des réactions libanaises du côté des bases terroristes du Liban. Le terrorisme palestinien ne s'est pas arrêté en Israël des actes terroristes se sont propagés dans le monde entier. Ce terrorisme était d'une très grande violence ; des avions, des organisations ainsi que des organisations juives du monde entier ont été touchées (1).

La question palestinienne a été amenée sur la table des négociations pour la première fois, durant les discussions de paix qui ont eu lieu en Egypte. Durant le discours de Anouar Saadat à l'assemblée nationale « la Knesset »(2) ; le président égyptien a demandé le retrait immédiat des territoires occupés et de Jérusalem est. A sa connaissance, un retrait total des territoires et la fondation d'un état palestinien étaient les conditions obligatoires pour la paix. A la fin du processus et après la signature du contrat avec l'Egypte il a été conclu qu'un comité israélo – égyptien serait créé, le but de celui-ci serait de revoir les conditions et les définitions de l'autonomie palestinienne. En fait il n'y a aucun réel traitement de la question palestinienne concernant les territoires, la question de Jérusalem ou la question des réfugiés, est toutes au centre du conflit israélo – palestinien.

Le prochain événement qui a eu une importance majeure dans le conflit fut la première Intifada en 1987 (3). Celle-ci fut en partie une réaction spontanée. A son commencement, l'ONP a essayé de dire que cet événement débute grâce à eux. En analysant les événements d'un point de vue rétrospectif on peut dire que les libérés de l'affaire Gibril, qui ont monté des cellules locales d'organisation populaire, ont eu un rôle majeur dans l'Intifada. Nombreuses sont les raisons qui ont mené au début de l'Intifada, mais une des raisons majeure est la peine et l'humiliation qui s'est accumulée chez les palestiniens durant les 20 années de contrôle israélien. En plus de cela il faut souligner également que le niveau de vie des palestiniens était bien meilleur que celui de leurs frères des pays voisins. Ceci est la raison financière du conflit. La raison idéologique postule que l'Intifada a éclaté à cause du sentiment d'abandon des pays arabes par rapport au problème Palestinien et que l'OLP s'est engagé à exterminer l'état d'Israël. Suite à la première guerre du Golfe.

1. l'action de Tzahal en 1968 contre les groupes terroristes

2. le conflit israélo palestinien ; p.127, le discours du président Anouar Sadate le 20.11.1977.

3. Mythes et réalités, Mitchell G. Bard p, 136

Le gouvernement américain a pensé qu'il faudrait collaborer avec les pays arabes et que l'état d'Israël ne devrait pas réagir aux tirs des missiles irakiens, tout cela pour ne pas défaire la coalition que les américains ont construite et afin d'établir une ambiance nouvelle qui permettra l'avancement des négociations entre les israéliens et les pays arabes. Israël a refusé cette idée au départ mais a finalement accepté à condition que les négociations soient faites avec chaque pays arabe à part.

Durant le comité les palestiniens étaient représentés par les jordaniens cela suite à la demande d'Israël qui avait pour but d'éviter des négociations directes avec l'OLP, qui était à l'époque une organisation hors la loi. Les représentants palestiniens étaient à l'époque des habitants de la bande de Gaza, il faut souligner qu'à l'époque une partie des participants faisait partie de l'OLP et recevaient des ordres directs d'Arafat qui était en Tunisie. Les résultats de ce comité étaient qu'Israël se devait d'accepter les décisions de sécurité 242 et 338 qui seront ultérieurement à la base des accords d'Oslo. Pour conclure, on peut dire qu'à la fin des années 70, et suite à la signature des accords de paix avec l'Égypte la question palestinienne a été posée sur la table des négociations quand une acceptation réciproque commençait à se créer. L'espoir d'une solution au conflit était dans l'air.

2.4 Des accords d'Oslo jusqu'aux événements de l'an 2000

Le premier accord qui a été signé entre l'état d'Israël et les palestiniens a été signé en secret à Oslo le 20 Août 1993 (1) entre Simon Peres et Yasser Arafat, le 9 septembre le premier ministre Itzhak Rabin et le président Yoann Yorgen Holst ; Israël a reconnu l'OLP en tant que le représentant légal palestinien et l'OLP a reconnu l'existence de l'état d'Israël et arrêté les violences et le terrorisme. A la fin, le 13 septembre dans les jardins de la Maison blanche, une cérémonie en présence du président des États Unis Bill Clinton, Itzhak Rabin et Yasser Arafat, une déclaration sur les accords temporaires a été signée. Un élément principal du document concernait le retrait d'Israël des territoires palestiniens en Judée Samarie et la bande de Gaza, ainsi que la création de l'autorité palestinienne. L'accord d'Oslo n'avait pas pour but de traiter uniquement de la création de l'autorité palestinienne, mais il était tout de même évident pour tous les participants que ceci serait nécessaire afin d'arriver à un accord à long terme concernant le conflit israélo – palestinien.

1. L'accord entre les palestiniens et les israéliens concernant la bande d'Ouest

Cet arrangement n'a pas été signalé au public israélien durant plusieurs années, ceci par crainte que cet accord ne soit pas accepté par l'opinion publique israélienne. Des sujets de grande importance tels que la question du statut de Jérusalem, le problème des réfugiés, la taille des colonies et les frontières finales ne font pas partie de cet accord.

Aujourd'hui également les opinions divergent, quant aux motivations réelles des Palestiniens qui ont accepté cet accord. La question est ce qu'ils ont accepté cet accord afin de retrouver le calme ou est-ce qu'ils l'ont accepté pour des raisons plus obscures qui aboutiront à celles que eux désirent. Il faut souligner que les accords d'Oslo englobent d'autres accords, il s'agit de : l'accord du Caire de la bande de Gaza et la région de Jéricho, qui a été signé le 4 Mai 1994. L'accord du transfert d'autorité entre Israël et l'OLP (29 Août 1994). En septembre 1995 un autre accord a été signé, cet accord est connu sous le nom de « Oslo B », ou par son nom officiel – l'accord temporaire autour de la bande de Gaza et la bande de l'Ouest. Cet accord a donné aux Palestiniens une autorité personnelle dans les villes palestiniennes, dans la bande de Gaza ainsi que dans 450 villages palestiniens. Aux élections qui ont eu lieu en 1996 le système de vote a été changé en Israël, et pour la première fois des élections nominales ont été faites en Israël. Benjamin Netanyahou a été élu en tant que premier ministre. Malgré son désaccord par rapport aux processus d'Oslo, il a poursuivi ce processus, ce processus politique se poursuivait cela malgré le sentiment de frustration des Palestiniens suite à l'attente qu'un réel dialogue autour de la question d'un accord final pourrait aboutir avec les Israéliens. L'espoir que cet accord mènera à un arrêt de la violence et à une réelle paix avec les Palestiniens s'est dégradé au fur et à mesure des années qui ont suivi l'accord. Cet espoir a diminué surtout à cause des attentats terroristes et suite à l'Intifada d'El Axtza.

On peut conclure que depuis la recrudescence du terrorisme palestinien de moins en moins de Palestiniens et d'Israéliens acceptent les accords d'Oslo.

3. Chapitre B

3.1 Le terrorisme palestinien

Le 28 septembre 2000 ont éclaté (1) des émeutes d'une grande violence en Judée Samarie et dans la bande de Gaza, ces événements ont été les déclencheurs de la deuxième Intifada, à savoir l'Intifada d'El Aqsa. Cette rébellion contre Israël a commencé suite à la visite d'Ariel Sharon parlementaire à l'esplanade des mosquées/Mont du Temple à Jérusalem le 28 septembre 2000. Les événements ont éclaté après 9 ans de calme relatif dans les rapports israélo palestiniens (ce calme a été interrompu en 1996 (2) et en 2000 (3) suite aux événements des tunnels du mur des lamentations et les événements de la Nakba), ces événements ont pratiquement démolis les accords d'Oslo datant de 1993. En plus de cela, ils ont été une des étapes majeures qui a contribué à l'aggravation du conflit. Durant l'Intifada des milliers de victimes des deux côtés, aussi bien parmi les soldats israéliens ainsi que parmi les terroristes palestiniens et les civils. L'Intifada a eu des répercussions financières de grande envergure, l'économie palestinienne s'est totalement écroulée. L'Intifada en plus de cela a soulevé des questions éthiques majeures qui ont ébranlé la société israélienne. Un des phénomènes majeur de l'activité palestinienne durant ce combat était les attentats terroristes qui se sont accrus après l'élection de Ariel Sharon. Israël de son côté a élargi ses actions militaires ciblées contre les organisations terroristes (4).

3.1.1 Les raisons qui ont mené à l'Intifada

La raison officielle que les palestiniens ont donné à l'éclatement des violences contre Israël était la visite de Ariel Sharon au Mont du Temple alors qu'il était le chef de l'opposition. En fait les raisons réelles sont bien plus complexes. Le facteur majeur à l'accroissement des violences était l'échec du « le sommet de Camp David » en Juillet 2000. Le Sommet pour la Paix au Proche-Orient de Camp David s'est tenu en juillet 2000 dans la résidence de Camp David en présence de Bill Clinton, Président des États-Unis, de Ehud Barak, Premier Ministre de l'État d'Israël et de Yasser Arafat, Président de l'Autorité palestinienne.

1. Mythes et réalités, Mitchell G. Bard p,146
2. les événements de 1996 ont éclaté même après l'accalmie diplomatique et après la montée de Benjamin Netanyahu au gouvernement, les palestiniens ont décalqué que cela été a cause du danger dans lequel se trouvait la mosquée de El Aqsa.
3. des événements violents ont éclaté après des décisions prises par l'autorité palestinienne.
4. Boumerang, Ofer Shaalh ; p. 85

Ce fut l'une des tentatives diplomatiques pour mettre un terme au conflit israélo-palestinien, problème clé du plus large conflit israélo-arabe (1).

La position palestinienne soutient l'idée que les propositions de Barak n'étaient pas sérieuses et ne proposaient pas une réelle solution au conflit (tel que le problème des réfugiés). Le président des Etats Unis de l'époque, Bill Clinton, qui faisait parti de ce sommet a soutenu la position israélienne et a accusé Arafat de l'échec de cette rencontre. Imaid El Falougi qui était à l'époque ministre à l'autorité palestinien, a déclaré que la deuxième Intifada avait été programmée bien avant la visite d'Ariel Sharon au Mont du Temple. D'après des ressources pro israéliennes l'Intifada a éclaté suite aux instructions de Yasser Arafat. Le rapport du sénateur américain Georges Mitchell qui a investigué les raisons de l'Intifada en a conclu : « on ne peut pas conclure qu'il y avait un plan prévu du côté palestinien ni une volonté israélienne de cette escalade de la violence ».

3.1.2 Le cours des événements

Le 27 septembre, une bombe a été lancée contre une force de l'armée israélienne à Netzarim, habitation proche de la bande de Gaza. De ce premier attentat un soldat israélien est mort, David Biri. Ce soldat faisait partie d'une unité de Givati, ce fut le premier mort israélien de l'Intifada. Au matin du 29 septembre, veille de Rosh Hashana, à Kalquilia un officier des gardes frontières Yossu Tabag a été assassiné pendant des rondes de sécurité israélo-palestiniennes. Après la prière du midi au Mont du Temple, des émeutes ont éclaté suite à la visite d'Ariel Sharon un jour auparavant. Les détracteurs ont jeté des pierres sur l'esplanade du « mur des lamentations », 7 palestiniens ont été tués par des policiers israéliens. Les nouvelles du Mont du Temple, ont mené à une recrudescence des manifestations et des émeutes en Judée Samarie. La vague la plus importante a eu lieu le même jour à savoir le 30 septembre.

Les événements de la deuxième Intifada se caractérisaient aussi bien par des actes spontanés que par des actes prévus. Durant les émeutes, des armées palestiniennes incluant des policiers palestiniens ont tiré sur les forces militaires israéliennes. Malgré que ces tirs se soient avérés finalement inefficaces Tzahal a réagi vivement, tuant des dizaines de palestiniens.

1. Tahal ; Pierre Raz ; P. 443

3.1.3 Les efforts diplomatiques

Le début de l'Intifada s'est accompagné d'une activité politique importante qui a débuté à Paris. Le 4 octobre un sommet entre Barak (1), Arafat et la secrétaire de d'état des états unis Madelaine Olbraghit a eu lieu à Paris, ce sommet a été le point de commencement des efforts politiques. Le 17 octobre un sommet s'est tenu à Sharem avec la participation de Clinton, Moubarak, Barak et Arafat. Le 23 décembre Clinton publiait un document concernant l'accord final. Le Sommet de Taba de 2001 s'est tenu du 21 janvier au 27 janvier 2001 à Taba dans la péninsule du Sinäi, en présence de Bill Clinton, Président des États-Unis, de Ehud Barak, Premier Ministre de l'État d'Israël et de Yasser Arafat, Président de l'Autorité palestinienne. Clinton convoqua les deux dirigeants sur la base de nouveaux paramètres de négociations pour résoudre dans l'urgence les différents points du conflit israélo-palestinien, après l'échec du sommet de Camp David II en juillet 2000 et le déclenchement de la seconde Intifada. Ce sommet ne parvint pas aux résultats espérés. Les raisons de l'échec sont nombreuses : parmi elles on peut évoquer l'hypothèse suivant laquelle, pour Arafat le fait de poursuivre les émeutes ne faisait que renforcer son statut diplomatique, en plus de sa tendance à disparaître lors des moments de grandes crises (durant une partie majeure du conflit Arafat était à l'étranger). Du côté israélien, plusieurs raisons sont à souligner : la faiblesse du premier ministre, le manque de confiance de la part des israéliens envers les palestiniens même parmi les supporters des accords de paix et le passage à une activité militaire qui se caractérisait par des attaques locales ne prenant pas en compte les répercussions plus larges.

Tout de suite après la démission de Barak, le 9 décembre, des liens secrets entre Arafat et Sharon qui était à l'époque première ministre ont commencé à se créer. La majorité de ces contacts se sont fait à travers Omri Sharon et Muhammad Rachid. Après l'élection de Sharon au poste de premier ministre, ces contacts sont devenus officiels et ils ont inclus des contacts avec Arafat (Sharon le père a refusé de le rencontrer). Ces contacts étaient moins intenses mais ils se sont poursuivis jusqu'à l'affaire du bateau d'armes palestiniennes « Karine A », en 2002. Sharon a posé comme condition majeure au début des négociations le cessez de feu total pendant 7 jours. Cette condition a été adoptée par le gouvernement américain de Georges Bush le 28 juin 2001.

1. Boumerang , Ofer Shaelh ; p. 41

3.1.4. La vague de terrorisme

Ce qui caractérisait le plus, l'Intifada d'Al-Aqsa étaient les attentats terroristes par des groupes terroristes palestiniens qui incluaient même des femmes et des enfants. Les attentats terroristes ont coûté la vie à des centaines d'Israéliens et à des milliers de blessés. En tout, durant l'Intifada de Al-Aqsa plus de 1000 israéliens (1) sont morts et plus de 6000 ont été blessés. Au début des années 2001 (2), et suite aux instructions de Yasser Arafat, tous les terroristes ont été libérés, incluant les terroristes appartenant au Hamas et au Jihad Islamiste. Ces terroristes ont été libérés des prisons palestiniennes et ont commencé à commettre des attentats contre Israël. D'après Israël, cet ordre a été donné au sommet des organisations arabes qui a eu lieu à Ramalla le 11 février en la présence de Yasser Arafat. Une grande partie des attentats de l'an 2001 ont été cibles en direction du centre du pays : Hedera, Afoula, Kefar Saba et Netanya (3). Ces villes étaient plus faciles à atteindre vu leur proximité avec les centres de terrorismes tel que Genin et Naplouse.

De la bande de Gaza des tirs de roquettes ont débuté vers la fin du mois de janvier, le 30 janvier des tirs ont été ciblés pour la première fois contre Netzarim, une habitation juive de la bande de Gaza. Durant la même année, un premier tir vers Shderot a eu lieu le 16 avril. Le 26 mars le nourrisson (4) Shalevete Pas a été assassinée par les tirs d'un snipeur palestinien dans les rues de Hébron. Le 18 mai, 5 israéliens ont été tués lors d'un attentat suicide au centre commercial de la ville de Netanya. Le 1 juin 2001, le plus grand attentat de cette année a eu lieu ; un kamikaze appartenant au Hamas s'est fait exploser à l'entrée du club du Dolphinarium à Tel – Aviv. 21 jeunes sont morts, la plupart des victimes étaient de nouveaux immigrants venant de Russie. Ariel Sharon a décidé d'agir avec retenue pour permettre à l'autorité palestinienne d'agir. Aucun acte militaire n'a été ordonné et suite à cela il a déclaré que « la retenue était une force ». Cette déclaration lui a valu une grande critique de la part de la droite israélienne. Début juin un accord de cessez de feu a été signé avec le support de Gorges Tenet, bien que suite à la visite de Colin Pawal du 28 juin le cessez de feu n'a plus été respecté.

1. Pierre Roux, TSAHAL, Perrin, ISBN, 2006, p .592
2. Amos Harel, Avi Ysshasrouf, le septième guerre, Yediot Hahronotte, 2004 ; P. 96
3. dans les cartes jointes on peut voir les agglomérations palestiniennes qui ont été à la source d'attentat terroriste.
4. Bumerang , Ofer Shaelh ; p. 84

Le manque d'action de la part de l'autorité palestinienne ainsi que le nombre croissant des attentats terroristes en été de cette année (le plus dur fut celui qui a eu lieu au restaurant « Sebaro » à Jérusalem dans lequel sont morts 15 personnes) tous cela a très vite crée un sentiment d non confiance de la part des israéliens, ce qui entraînait une demande de réaction vive et directe contre ces attentats.

L'assassinat du ministre Zehevi Rehavham (1), le 17 octobre 2001 n'a fait qu'empirer la situation, Tzahal est entré dans plusieurs villes palestiniennes de le bande de Gaza. Le 1 décembre et le jour suivant deux attentats terroristes ont eu lieu. A côté de cela au milieu du mois de décembre il semblait que la situation s'était calmée cela suite au discours d'Arafat du 16 décembre. Arafat s'est opposé aux attentats terroristes. Le 22 décembre, Arafat a été interdit de séjour à la messe de Beit – Lehem. Durant la fin du mois de décembre, une accalmie semblait se mettre en place dans la région, Antony Zini qui était venu dans la région en tant que le représentant du président Bush le 3 janvier 2002 devait trouver une région calme. Le 4 décembre le bateau « Karinne A » fut attrapé par Israël, le lien qui fut établi entre ce bateau d'armes et des représentants palestiniens n'a fait qu'empirer la situation. La 14 janvier Tzahal a touché Raad Carmi, cette action militaire a envenimé la situation et suite à cela le Fatah a commencé à agir au sein de la ligne verte. Une dégradation militaire a eu lieu également dans les territoires quand le 2à février 6 soldats et 4 civils ont été tués au passage d'Ein Arik par les tirs d'un snipeur palestinien. Trois jours après Tzahal a tuait 50 policiers palestiniens lors d'une grande action militaire. A partir de mi janvier 2002, le terrorisme s'est accru de façon considérable et est arrivé à son summum lors des événements du « Mars Noir » durant lequel 135 israéliens ont trouvé la mort dans des actes terroristes qui se déroulaient par fréquence journalière ; le 2 mars 11 civils ont été tués au quartier de Beit Israël à Jérusalem, le lendemain 7 soldats et trois civiles ont été tués à côté de Ofra. Le 7 mars 5 étudiants de l'école rabbinique de Atzmona ont été tués, le 9 mars 11 personnes ont trouvé la mort dans un attentat terroriste au café « Moment » à Jérusalem. Le 20 mars 7 personnes ont été tué lors d'un attentat à côté de la prison de Megiddo, le summum des attentats à eut lieu à l'hôtel Parc à Netanya, le 27 mars, dans lesquels sont morts 30 personnes dont une grande majorité de gens âgés. En total durant le premiers 27 jours du mois de mars 23 attentats ont eu lieu au sein du territoire israéliens. En réaction à cela, Israël a riposté, en attaquant les policiers palestiniens et les organisations terroristes. Cette riposte a été conduite par le chef d'état

1. Boumerang , Ofer Shaelh ; p. 136

Majeur de l'époque, Shaoul Mofaz qui a annoncé le 10 mars, que plus de 200 policiers palestiniens avaient été tués par Israël. Sharon a essayé de stopper l'accélération de la violence, en acceptant de négocier sans attendre les sept jours de calme, mais cela n'a pas suffi. Même l'arrivée de Antony Zini en Israël, le 14 mars n'a pu empêcher cette dégradation de la situation dans la région. Finalement, suite à l'attentat qui eut lieu à Netanya soir de fête de Pâques, le gouvernement israélien a décidé d'entamer l'opération « Homat Magen » (1).

En 2002 et en 2003 les terroristes ont ciblé leurs attaques sur des autobus pleins de monde et en plein centre ville, mais plus particulièrement à Jérusalem qui est la ville la plus proche géographiquement des centres de terrorisme tel que Hébron et Ramallah. Les attentats furent d'une grande violence et ont coûté la vie à des centaines de civils. Après chaque attentat la carcasse toute entière de l'autobus était anéantie, l'autobus était en feu et le nombre de blessés et de morts s'est élevé à des centaines de personnes. Les attentats les plus furent étaient : sur la ligne 830 à côté du carrefour de Megiddo (17 morts), dans le bus numéro 32a au carrefour Pat à Jérusalem (19 morts), au club « Shpilet Club » à Rishon – Lezion (15 morts) à l'université hébraïque de Jérusalem (9 morts), dans le bus numéro 37 à Haïfa (17 morts) et dans le bus numéro 14a à Jérusalem (17 morts) (2). Pour une partie des attentats les palestiniens se sont fait aider par des arabes israéliens et des arabes de Jérusalem Est (qui ont une carte d'identité bleue). Le groupe de Silwan venant de l'est de Jérusalem recevait ses ordres du Hamas.

Ce groupe est responsable des attentats suivants : le café « Moment » à Jérusalem, l'attentat à l'université hébraïque, l'attentat au « Sheffield Club » à Rishon Lezion ainsi que des essais de faire d'autres attentats afin de nuire aux fondements stratégiques d'Israël. Cette organisation a été arrêtée par le Shabak. Dans le nord du pays, des groupes de terroristes d'arabes israéliens ont été découverts ainsi que des personnes qui les ont aidés.

En été 2003 (juin – août) (3) après une pression américaine importante, l'autorité palestinienne a réussi à convaincre les organisations terroristes, d'accepter le cessez le feu « La Houdna » pendant une période de 3 mois durant laquelle aucun attentat ne sera commis contre Israël. Durant cette période, le calme a été relativement maintenu sauf quelques attentats terroristes qui ont fait plusieurs morts.

1. TSAHAL, Pierre Razoux, p. 458

2. Amos Harel, Avi Ysshasrouf, la septième guerre, Yedioth Hahronot, 2004 ; P. 143

3. Bombaerg, Ofer Shelah, Aviv Druker ; p. 203

Le 19 août 2003, un attentat terroriste dans un bus numéro 2 à Jérusalem a mis un terme à « La Houdna ». Le bus était plein de juifs religieux qui revenaient du mur des lamentations. Cet attentat a coûté la vie à 23 personnes parmi eux 7 enfants. A la fin de 2003 plusieurs attentats terroristes ont eu lieu en Israël, cela par le joug du Hizballah et de la Syrie. Le 4 Octobre 2003 le Jihad Islamiste a organisé un attentat terroriste dans un restaurant à Haïfa, le restaurant « Maxime » (1), 21 personnes ont perdu la vie incluant des arabes et des juifs ainsi que deux familles entières. En réaction à cet attentat le gouvernement israélien a bombardé un camp d'entraînement de terroristes syriens à côté d'Ein Tzahab, cela afin de signaler à la Syrie de stopper les attentats terroristes.

Durant les années 2004 et 2005, une nette baisse de la quantité des attentats terroristes a été remarquée. Les attentats majeurs ont été fait dans des autobus à Jérusalem (un attentat à été fait peu de temps avant un sommet sur la question de la barrière de sécurité), un attentat double a eu lieu à Beer Sheva (16 morts) et en 2005 ; des attentats terroristes du Jihad Islamiste de Toul Karem à Tel Aviv (5 morts) et à Netanya (centre commercial « Hasharon » 5 morts). L'année 2004 se caractérise par de nombreuses tentatives d'attentats mais également par des réussites des forces de l'ordre. Ce n'est seulement qu'en 2005 qu'une baisse des tentatives d'attentat à été remarqué. Cela suite à la mort de Yasser Arafat, l'accord de « cessez de feu » qui a été signé par Abou Mazen avec les organisations terroristes cela suite au programme de démantèlement de la bande de Gaza.

3.1.5 Les conséquences du terrorisme palestinien

Des pertes de vie

Durant les 5 années d'affrontements 1089 (2) israéliens ont été tués lors des attentats terroristes et plus de 6000 ont été blessés. Deux tiers des morts étaient des civils et le reste faisait partie des forces de l'ordre (en grande majorité des soldats). Contre le pays d'Israël, 20,000 actions terroristes ont eu lieu parmi elles, 144 attentats terroristes (dont 161 kamikazes) durant lesquels 515 israéliens ont été tués et 3,428 ont été blessés. Pendant les 5 années d'affrontement, il y a eu du côté palestiniens entre 3,329 et 3,891 morts (le chiffre est approximatif car une partie des morts sont des terroristes) et plus de 30,000 personnes ont été blessées.

1. plus haut ; p. 204

2. TSAHAL , Pierre Razoux, p592

Aujourd'hui l'on pense que le tiers (d'après « Betzlem » la moitié (1) des palestiniens tués étaient des civils, des passants et que le reste faisait partie d'organisation terroriste.

3.1.6 Les conséquences diplomatiques

L'une des conséquences de l'Intifada de Al-Aqsa fut la démission ¹d'Ehud Barak et l'élection d'Ariel Sharon comme premier ministre en février 2001. La suite des attentats terroristes et surtout la participation active de l'autorité palestinienne a cela a engendré parmi les israéliens une perte de confiance envers les palestiniens par rapport au processus de paix. Ariel Sharon, réussit à convaincre les leaders du monde entier et plus particulièrement le président des états unis Georges Bush, que Yasser Arafat prenait une part active dans des activités terroristes et à cause de cela ne pouvait être un partenaire pour la paix. Les attentats du 11 septembre, ont éveillé une crainte chez les israéliens d'une possible liaison entre les états unis et les pays arabes. Les israéliens craignaient que les américains ne se lient avec les pays arabes et en cela fassent une distinction entre un terrorisme local (auquel seraient liées les organisations palestiniennes) d'un terrorisme mondiale (auquel serait rattaché l'organisation de El – Qaida). Ces craintes ont mené Sharon à son discours du 4 Octobre 2001 en Tchécoslovaquie.

Le « Discours de Tchécoslovaquie » a accentué le fait que Sharon accusait les états unis d'avoir abandonné la Tchécoslovaquie aux accords de Munich afin de retrouver le calme avec les pays arabes. Sharon a souligné qu'il ne permettra pas qu'Israël vive le même sort. Malgré ses craintes, il semble que les palestiniens ont été les plus perdants de ce conflit. Entre temps Ariel Sharon déclarait, le 23 Septembre, qu'il soutenait l'idée de la création d'un état palestinien et il accepta la rencontre entre Peres et Arafat qui eut lieu à Dahanya le 27 Septembre.

D'un point de vue diplomatique, deux processus contradictoires se sont passés en parallèle. D'un côté Israël est devenu la cible d'attaques multiples venant de la presse (notamment de l'Europe) concernant les droits des hommes. Souvent en effaçant complètement les actes des terroristes palestiniens, qui étaient souvent présentés comme des victimes.

1. «Betzlem » ; une organisation humanitaire pour les droits de k'homme, pro arabe, cette organisation a été fondé pour superviser les actions de l'armée israélienne.

Ce développement a mené à un embargo sur Israël de la part de plusieurs organisations (souvent avec les soutiens de group politiques appartenant à la gauche israélienne radicale).

Parmi les pays arabes et notamment l’Egypte qui a tenté sans cesse de retrouver le cessez le feu ou d’obtenir une avancée diplomatique. Deux réussites peuvent être mentionnées du côté égyptien : la première est la Houdna pendant l’été 2003 et la seconde est l’accalmie après la mort d’Arafat. Des efforts semblables ont été faits par le Quartette (le Quartette rassemble six nations dont les Etats Unis, l’Europe et la Russie), ces efforts ont mené a des résultats mitigés. Les efforts américains ont mené a des résultats tels que le rapport de Mitchell (qui a été publié en Avril 2003), la déclaration de Bush (le 24 Juin 2002) et la carte de route (qui a été présentée le 30 Avril 2003 (1), et qui a été finalement conclue à Aqaba le 4 Juin), cet accord a été accepté par les israéliens et les palestiniens mais il n’a pas été mis en œuvre. Les efforts de l’Europe de la Russie et de l’ONU ont été rejetés sur le champ par Israël à cause de leur support majeur en faveur des palestiniens.

Pour conclure ce chapitre on peut dire que les émeutes de l’an 2000 ont éclaté avec une attention très claire de l’autorité palestinienne. Elles se sont transformées ensuite en une guerre organisée et en une vague de terrorisme contre les citoyens d’Israël. Tout cela a été fait avec l’intention d’accélérer le processus diplomatique et pour atteindre en fin de compte les résultats attendus du point de vue palestinien.

Du côté israélien, les émeutes et les attentats terroristes qui ont suivi ont été considérés comme une menace vitale, suite a cela le gouvernement israélien a mené des actions afin de protéger ces citoyens, à savoir des actions militaires de grandes envergures. Le gouvernement d’Israël a déclaré que le manque de processus diplomatique clair dans le futur proche à mener a des actions militaires afin de réduire les actes terroristes. La première initiative a été de construire la barrière de sécurité qui a largement été acceptée par l’opinion publique israélienne, par contre en Europe cette barrière a été très largement critiquée. La seconde action a été le démantèlement de la bande de Gaza et du nord de la Samarie. Cette action a été très appréciée par l’opinion mondiale mais a été acceptée de manière mitigée par l’opinion publique israélienne.

1. le projet diplomatique de Georges Bush

3.2 La construction de la barrière de sécurité : les processus et les étapes majeures

Au mois de novembre 2000 le premier ministre de l'époque, Ehud Barak, a autorisé le plan de protection qui fut nommé « le plan de protection contre chaque moyen de transport ». Ce plan a été mis en place du côté nord de la bande du côté ouest et jusqu'à la région de Latroun. La mise en œuvre de ce plan a été mise en place longtemps avant que l'accord lui ait été donné. Le 2 juin 2001, la première autorisation du gouvernement d'Israël a été acceptée, cela dans le cadre d'une réunion spéciale des ministres responsable de la sécurité nationale. Cette réunion a eu lieu suite aux émeutes palestiniennes et surtout suite à l'attentat terroriste qui avait eu lieu la veille au delphinarium, à Tel – Aviv. Cet attentat à coûté la vie a plus de 20 jeunes gens et plusieurs dizaines ont été blessés. Le Cabinet national a décidé de faire rentrer de manière progressive la question de la ligne de démarcation aux questions du jour. Suite a cette décision, un programme national a été établi pour s'occuper de cette question en particulier. Le comité de la sécurité nationale a examinée plusieurs options afin de faire face aux menaces actuelles telles que la pénétration de palestiniens dans les territoires israéliens. Après avoir examiné de façon approfondie la question, un plan d'action a été mis en place afin de réduire les pénétrations non voulues au sein du territoire israélien. Le but de ce programme était : créer une ligne continue de protection allant de Judée Samarie jusqu'aux présences de personnes non voulus au sein de l'état d'Israël. Dans le but de traiter la menace terroriste qui agit sur Israël. Afin d'atteindre cela, un barrage devait être mis contre chaque véhicule tout au long de cette ligne de démarcation (1). Un barrage humain devait être mis seulement dans des endroits choisis en fonction de la menace à chaque moment précis. Ce plan n'inclut pas un barrage physique et humain tout au long de cette ligne. Il faut souligner que le 18 juillet 2001 il a été mentionné devant les ministres faisant partie de ce comité que ce programme avait pour but de répondre aux besoins militaires et aux besoins de protection actuelles et non pas de donner une réponse diplomatique par une séparation entre les israéliens et les palestiniens. Le 2 décembre 2001, un comité de ministre s'est réuni suite aux attentats terroristes qui avaient eu lieu quelques jours auparavant. Parmi ces attentats, on inclut l'attentat à Jérusalem qui ont eu lieu a Ben Yehouda dans lequel sont morts 10 civils et plus de 170 citoyens blessés (2).

1. la ligne de démarcation est une région autour de la barrière de séparation qui s'étant sur 100 mètres de chaque côté. Cet un espace militaire.

2. ce qui entour Jérusalem afin de prévenir des attentats terroristes.

Suite a ces événements, le comité a décidé de mettre en œuvre le programme «autour de Jérusalem » qui inclut la création de barrage qui a pour but d'empêcher l'entrée de personnes non autorisée au sein de la ville.

Le 14 avril 2002, une réunion du comité du ministre des affaires de sécurité nationale a lieu. Cette réunion avait pour but de revoir et de mettre en œuvre le programme de « la ligne de démarcation ». Cette réunion a eut lieu deux semaines après le « massacre de la nuit de Pâque » qui a se passa l'hôtel « Park » a Netanya. A la fin de cette réunion il a été décidé que le ministère de la sécurité serait responsable de mettre le programme en œuvre. Cette réunion a permis la mise en place du programme de sécurité qui avait pour but de protéger et de renforcer les capacités de protections et les capacités d'attaques contre les activistes palestiniens. Quant à la question du barrage, le comité a ordonnée la construction de la barrière de sécurité notamment dans les parties les plus propices aux attentats terroristes tels que : Oum EL Phahem, Toul Karem et la région de Jérusalem. En plus de cela le comité a ordonnée une séparation physique de tout véhicule au sein du territoire israélien. Suite aux événements et après une réexaminassions du problème il a été décidé et compris qu'il était nécessaire de construire un barrage tout au long de la ligne verte. Ce barrage aura pour but de protéger les citoyens israéliens de toute attaque terroriste.

Le 23 juin 2002 la question de cette séparation physique a été présentée devant le gouvernement d'Israël. Le gouvernement a décidé d'accorder la construction de la première partie de la barrière de protection. Les frontière de celle-ci seront déterminée par des propositions du système de sécurité israélien à savoir : au nord allant de Elkana et des alentour de Jérusalem jusqu'au sud. Dans le cadre de cette première étape le but était de « autoriser la construction des barrières de sécurité afin de réduire l'infiltration de terroriste de la Cisjordanie ce qui réduirait le nombre d'attentats terroristes ». En août 2002 le plan A de la barrière de séparation a été finalement autorisé (1).

Le 11 septembre 2002 une réunion spéciale et élargi du ministère de la sécurité a été organisée afin d'examiner la question de la barrière de sécurité autour de Jérusalem. Le comité des ministres a décidé d'autoriser ce programme, durant cette réunion le premier ministre a clarifier le point suivant : « le but futur doit être finalement, un barrage large ».

1. Bomrang, Ofer Shelah, Aviv Druker ; p.265

Le 11 septembre 2003, suite à deux attentats suicides qui ont été commis le même jour (9 septembre 2003) à une station de bus à Tzrifim et dans un café à Jérusalem dans lequel sont mort 16 personnes et 67 ont été blessés ; un comité des ministres des affaires de sécurité nationale s'est réunie. Le but de cette réunion était de traiter la question de la montée des actions terroristes en Israël. Durant cette réunion il a été décidé, que la construction de la barrière de sécurité sera activée, cela faisant partie des mesures de sécurité contre les activistes palestiniens. Le 1 octobre 2003, le gouvernement israélien a consacré une réunion spéciale autour de la question des frontières de la barrière de sécurité. Durant cette réunion, une décision a été prise quant aux frontières de la barrière telle qu'elles ont été présentées et décidées par les forces de sécurité israéliennes (4 stades d'Elkana en direction du foret de Yatir). En plus de cela, le gouvernement a décidé que « le barrage qui sera construit suivant les décisions du comité fait partie des moyens de sécurité qui ont pour but d'empêcher les attentats terroriste et non pour définir une frontière diplomatique ». Pour conclure cette partie, je dirais que la construction de la barrière de sécurité a commencée à un stade relativement tardif par rapport aux événements. Cette construction a été mise en place après une longue et profonde réflexion qui a pris en compte les aspects : sécuritaires, légaux, humanitaires, politiques et internationaux.

Suite à cette réflexion il a été compris que le conflit serait de longue durée et que de l'autre côté il n'y aurait pas de partenaire prêt et consentant à mettre un terme à l'escalade des événements terroristes. Cette réflexion a mené également à la conclusion qu'une solution diplomatique n'était pas envisageable à ce jour du côté palestinien, à cause de cela la décision unilatérale du gouvernement israélien était nécessaire.

3.3 Le point de vue opérationnel

Le point de vue opérationnel est celui qui conduit la construction de la barrière de sécurité. Ce point de vue, conçoit la barrière de sécurité comme un facteur majeur dans le traitement du problème. L'idée majeure qui accompagne ce point de vue est la suivante : « plus de protection, moins d'attaque ». La réponse générale aux attaques terroristes se base sur une partie protectrice et une partie d'attaque. La barrière de sécurité est l'aspect de protection, cet aspect est nécessaire afin de mettre en œuvre un moyen de protection efficace contre le terrorisme. Sans la barrière de sécurité Tzahal était obligé de renforcer ses attaques militaires au sein de la population palestinienne cela fin de réduire les

intrusions des activistes palestiniens et de réduire le nombre des attentats terroristes. Ces actions mènent à des frictions permanentes avec la population palestinienne, des arrestations, et des actions militaires de grandes envergures.

La construction de la barrière de sécurité, va permettre d'agrandir la capacité de contrôle effectif des entrées et des sorties de personnes, de marchandises au sein du territoire israélien et en cela de bloquer l'infiltration d'activistes palestiniens dans le territoire israéliens (une supervision externe à la place d'un traitement interne). La construction de la barrière de sécurité va permettre à Israël de changer de tactique et de mettre en œuvre l'aspect de protection en faveur de l'aspect d'attaque. Ce qui permettra aux palestiniens de vivre de façon viable au sein du territoire qui leur a été donné. Ce changement pour se faire grâce à la diminution des rapports entre les palestiniens et les israéliens.

Ce point de vue a prouvé son efficacité aussi bien aux alentours de la bande de Gaza que dans les différentes parties de Judée Samarie. On peut remarquer une nette baisse des attentats terroristes dans les parties où la barrière de sécurité a été construite. Il faut dire que la barrière de sécurité a pour but de répondre aux besoins de protection tels qu'ils ont été décrits par les services de sécurité. Les menaces décrites par les services de sécurité sont les suivantes : l'infiltration de personnes aux seins de la population arabe israélienne afin d'encourager des actions violentes de toutes sortes. Fonder des cellules de terrorismes en Israël. Encourager les arabes israéliens à prendre part à des actes de terrorisme contre Israël. La barrière de sécurité avait également pour but de réduire les attentats terroristes dans le territoire israélien, d'empêcher des actes terroristes de tout genre : tirs, bombes, attentats suicides, voiture piégées, tuerie de masse. D'empêcher le trafic d'armes dans le territoire israélien ainsi que tout matériel qui pourrait servir à la construction d'arme.

3.4 La qualité de vie

Dès le début du projet, un des principes qui a accompagné les organisateurs et les penseurs de ce projet était de prendre en considération cet aspect crucial de la qualité de vie des palestiniens ainsi que des liens déjà établis entre eux et entre la population israélienne. La construction de la barrière de sécurité a donc pris en compte d'une part les besoins de la population palestinienne et d'autre part les besoins sécuritaires.

Prenant tout cela en compte, et en gardant à la conscience que la population palestinienne sera en grande partie séparée des sources commerciales et culturelles des villages, un

effort majeur a été fait pour réduire au minimum le nombre de palestiniens qui se trouvent du côté ouest de la barrière de sécurité. Après avoir accompli les premiers stades du projet, seulement 4000 palestiniens vivent du côté ouest de la barrière.

Cette position a été transmise et effectuée tout au long des décisions concernant le programme. Si l'on se réfère au premier plan qui a été mis en place en juillet 2001 au comité de sécurité nationale et qui a été autorisé par le cabinet national que le souci de maintenir une vie viable aux habitants locaux y a été mentionné. Dans la décision du gouvernement du 1 octobre 2003 le gouvernement a décidé de façon claire que : « pendant les programmations détaillées du programme, des efforts maximaux seront faits afin de réduire au possible une perturbation de la vie des habitants palestiniens à cause de la construction de la barrière ».

Cette position a été transmise également aux services professionnels qui avaient pour but de coordonner les actions au sein des territoires de l'autorité palestinienne et du lien avec la population palestinienne : « il faudra permettre à la population palestinienne au sein de "zone démilitarisée" de maintenir une vie viable, tout en gardant la sécurité des citoyens israéliens ».

A chaque stade du projet, toutes ces données furent prises en compte par les différents intervenants du projet. A chaque parcelle de barrière ces considérations ont été prises en compte. En plus de cela un avis juridique a été également pris en compte.

Cette qualité de vie a pour but de permettre aux habitants de cette région de la barrière de garder le lien avec les centres ; professionnels, d'agriculture, de commerces, d'éducatifs de santé et de garder également des liens familiaux des deux côtés de la barrière.

3.4.1 La liberté de mouvement – les passages

Tout au long de la barrière de sécurité un nombre important de passages a été mis à la disposition des palestiniens. Dans le cadre de la mise en place des passages ; des dizaines de passages ont été mis aux dispositions des agriculteurs, 34 points de contrôles et 5 passages pour des marchandises. Tout cela a pour but de permettre la continuité des services aussi bien pour les agriculteurs que pour les habitants des villes et des villages. Ces passages avaient pour but de maintenir le lien entre les villages et les villes et de garantir l'accès aux services sociaux, locaux etc. une section particulière du ministère de

la défense a été mise en place afin de garantir et de mettre en place le projet des passages. Ce projet est le fruit d'un long travail auquel ont participé des professionnels venant d'horizons divers incluant également le comité national de sécurité nationale. A la base de ce projet certains principes exigeaient : le respect des droits de l'homme, une haute qualité de traitement des différents problèmes tout en gardant un niveau élevé, fiable et efficace de vérification. L'idée qui est à la base de ce projet est d'aider et de maintenir une économie palestinienne stable. Les passages terminaux qui ont été construits à Gilboa (1) et à Shaar Efraim et le terminal qui est en fin de construction à Erez (2) ressemblent ceux terminaux tels qu'ils sont admis et acceptés dans le monde entier. En janvier 2006 deux passages ont été transformées en passage civil : le passage des piétons a Shaar Efraim qui a été modifié le 16 janvier. Le passage de piétons a Erez le 19 janvier. Le passage de marchandise à Efraim a été modifié le 6 février.

Les passages sont sous la responsabilité de compagnies privées qui ont suivi des formations pour les travailleurs. Ces formations ont inclus des cours en arabe, une formation technologique afin d'apprendre les systèmes particuliers qui sont mis en place ainsi que des formations mentales pour mieux comprendre ce que ce rôle demande. Les états unis ont compris l'importance de ce sujet et pour cette raison ils ont signé un accord d'après lequel une somme de 50 millions de dollars sera versé afin d'acquérir le matériel nécessaire. Cet accord a été signé le 8 décembre 2005, il inclut les conditions suivant lesquelles le matériel sera donné et les devoirs mutuels des Etats Unis et d'Israël. Pour Israël il s'agit d'un pas important vers une avancée technologique dans cette partie du pays. Le premier stade inclura l'arrivée de 4 superviseurs mobiles sous des conditions de location et ensuite le nombre des autres superviseurs sera déterminé. Les superviseurs mobiles seront disposés à des point critiques tel que le passage de Karni (3), Kerem Shalom (4), Shaar Efraim (5), ces passages servent à un transport de marchandises et à des produits d'agricultures, pour ces raisons la question du temps est cruciale et pour répondre a ce besoin d'autre point de passages seront créés si cela sera nécessaire.

1. passage pour les piétons et la marchandise en Samarie
2. passage pour les piétons et la marchandise a Gaza
3. passage principal de Gaza
4. passage futur pour les marchandises a Gaza
5. passage pour les piétons et la marchandise en Samarie

3.4.2 les permis :

Les responsables de l'administration civile ont effectué un travail important afin de recueillir et de décrire le nombre et la nature des palestiniens habitant dans le "zone démilitarisée". Ces habitants ont reçu un permis grâce auquel ils peuvent circuler librement dans cet espace. Dans le cadre de ce travail les habitants de Judée Samarie ont également été inclus parmi les personnes qui ont des besoins fréquents et permanents de circulation dans cette région. Les travailleurs ainsi que les personnes faisant partie d'organisations humanitaires, les diplomates et les hommes de religion ont reçue permis de mouvement libre ont été donnés. 10,000 permis ont été délibérés en total aux palestiniens, ces permis leur permettant de circuler et de rester dans cette région pour des fins professionnelles. Dans des cas rares ces permis sont refusés cela en se basant sur des informations sécuritaires. Après le refus du permis les personnes refusées peuvent se plaindre auprès des tribunaux israéliens.

Après la construction de a barrière de sécurité, un nombre important de passage ont été annulés et la capacité de mouvement libre a été modifiée.

3.4.3 La santé

Suivant la décision du gouvernement et suivants les principes qui sont à la base de la construction de la barrière de sécurité, tous les corps de métiers liés à la médecine reçoivent automatiquement un permis de passage dans cette zone de démantèlement. Même dans les cas où des parties des passages doivent être fermées temporairement pour des raisons de sécurité, les passages des malades se poursuivent. Un investissement de structure important au niveau local a été mis en place afin de répondre aux besoins de la population. En parallèle, des actions sont menées afin d'élargir les structures médicale sur place pour atteindre finalement le plan de construction d'un hôpital à l'est de Jérusalem.

3.4.4 L'agriculture et les ressources de travail

Un effort important a été fait afin de permettre aux palestiniens du côté ouest de la barrière de sécurité ainsi que du côté est de garder leur place de travail, en donnant une place privilégiée au domaine de l'agriculture. Dans le cadre de ces efforts ; pour ne pas nuire à aux plantations qui se trouvent dans des zones où la barrière doit passer plus de 90,000 arbres d'oliviers ont été transférés par Israël dans des régions différentes.

3.4.5 Le domaine de l'éducation

Après la construction de la barrière de sécurité des aménagements particuliers ont été mis en place afin de faciliter l'accès aux écoles pour les écoliers palestiniens. Dans le cadre de ces aménagements des permis spéciaux ont été délivrés aux étudiants palestiniens, ces permis ont été délibérés car un barrage les empêché d'accéder librement à leurs écoles.

Pour conclure, je vais dire que la programmation et la construction de la barrière de sécurité ont été faites avec le souci de préserver une qualité de vie correcte et viable pour la population palestinienne et plus particulièrement pour les habitants de la région de délimitation. Ces habitants sont ceux qui ont le plus soufferts de la construction de la barrière. Il faut tout fois souligner, que la construction de la barrière a permis une liberté de mouvement importante à la population palestinienne cela grâce au changement de contrôle qui s'effectue de l'extérieur et non plus de l'intérieur des territoires. Ce changement a permis une nette baisse dans le nombre des blessés des deux côtés suite à la diminution des affrontements.

4. Chapitre C

Le statut légal de la barrière de sécurité

Au début de la construction de la barrière de sécurité des points de vue divers ont été présentés quant à la légitimité légale de la barrière, ces points de vue ont été présentés par les palestiniens et par l'opinion politique internationale. Durant les quatre années de la construction de la barrière des dizaines de plaintes ont été soumises à la cour suprême. Il faut souligner que par souci de répondre de façon complète aux exigences des plaignantes les travaux ont été maintes fois suspendus et pendant de longue période. Tout cela quand la menace des terroristes et les actes terroristes continuent à agir au sein du territoire israélien à savoir à Jérusalem et au centre du pays. Afin de comprendre le processus juridique de chaque plainte, j'ai joint ci-dessous les rapports de la cour suprême concernant une plainte qui concernait une parcelle de 26 Km du nord de Jérusalem. Il faut souligner que cette partie a été modifiée plusieurs fois. Le juge Barak a décidé (1) :

« On ne réduit en aucun moyen les conséquences de la construction de la barrière de sécurité, mais suivant les besoins sécuritaires on n'a pas trouvé d'autre moyen afin d'établir une délimitation différente du territoire. Il faut dire que dans les circonstances actuelles, l'atteinte n'est pas égale aux fruits de protection sécuritaires que l'on parvient à trouver par la construction de cette barrière. Il ne s'agit pas de dizaines de mètres cubes de territoires de terre et non plus des milliers d'arbres. Pour ces terres qui seront prises et les arabes qui seront déplacés une somme correcte sera déversée. Les limites de la barrière incluent des passages pour les agriculteurs ce qui leur permet d'accéder aux terres d'agriculture du côté « israélien » de la barrière.

Le 8 décembre 2003 (2) le comité général de l'ONU, a demandé un avis de la cour suprême de justice internationale de La Haye concernant les conclusions légales autour de la construction du mur par l'état d'Israël, la force occupante des territoires palestiniens occupés'. La cour de justice a reçu des avis par écrits et oralement des différents états du 23 au 25 février. Israël a refusé de reconnaître l'autorité de cette cour de justice et ne saurait pas servir de son droit d'envoyer un juge à ce tribunal, elle s'est contentée de présenter son avis par écrit qui en grande majorité s'était penché sur la question de la légalité de cette cour de justice.

1. l'axe qui a été tracé par l'état d'Israël et qui avait pour but de réduire les difficultés des habitants

2. des villages palestiniens au nord de Jérusalem

Les Etats Unis ainsi que 22 autres nations démocratiques ont critiquées formellement cette cour de justice de Haag et elles en ont conclu qu'il s'agissait d'un sujet politique et non pas juridique.

Le 9 juillet 2004 la cour de justice a donné son avis. La cour de justice a reconnu la promesse de l'état d'Israël que le barrage sera un moyen temporaire, malgré cela il a été noté que des inquiétudes sérieuses s'étaient accumulées quant aux répercussions de ce barrage sur le terrain et que ce barrage deviendra à la fin une frontière du futur état palestinien futur. La cour de justice a pratiquement négligé l'aspect sécuritaire de cette barrière de séparation. Le seul moment auquel la question du terrorisme a été mentionnée était autour de la déclaration d'après laquelle; l'état d'Israël fait face à des attaques violentes contre sa population civile et elle a le droit et le devoir de se protéger contre ces attaques afin de protéger la vie de ses citoyens. Mais, malgré ce fait la protection de ses citoyens doit être en accord avec les droits internationaux'. En fait la cour de justice a décidé que comme les attaques ne provenaient pas d'un pays contre un autre pays et qu'elles provenaient d'un territoire qui est sous le contrôle israélien, le droit de se protéger ne s'applique pas dans ce cas précis.

L'union Européenne a adopté le point de vue de la cour de justice, mais la possibilité de sanctionner Israël est minime grâce au droit de veto des Etats Unis. Un nombre important d'organisations pour les droits de l'homme ont adopté cette décision ainsi que plusieurs pays arabes; la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Egypte et d'autres pays dans le monde. Maintes fois les pays qui ont accepté cet avis ont présenté les actes d'Israël comme des actes qui allaient à l'encontre d'un verdict quand celui-ci n'est en aucun cas un verdict. Le gouvernement d'Israël a critiqué très fermement l'avis présenté et le considère comme unilatérale. Une réaction officielle a été publiée suivant laquelle le gouvernement israélien continue à construire la barrière de sécurité au nom de la protection de ses citoyens.

Pour conclure je tiens à préciser que l'examen des frontières de la barrière de séparation a été fait après une longue et profonde étude qui a pris en compte les points suivants; est-ce que la barrière répond oui ou non aux lois israéliennes ainsi qu'à la question du poids sécuritaire, est-ce que la barrière pourra répondre aux besoins de défense de l'état d'Israël. Il faut dire que les travaux ont été arrêtés plusieurs fois et que les frontières de la barrière ont été modifiées cela à cause d'une élimination nouvelle des données actuelles. Il faut également souligner que les Palestiniens se sont servis de ces arrêts

de construction pour faire des attentats contre Israel. Sur le plan international, je dirais que la construction de la barrière de sécurité n'est pas claire ni pure d'attention. La cour de justice de Hagg, n'a pas pris en compte la menace terroriste et elle a décidée et donne son avis de façon détachée de la réalité à cause de cela cette décision n'est pas à prendre en compte.

L'idée de la séparation dans la scène internationale

L'idée de la séparation, la décision de frontière ou la construction d'un barrage n'est pas chose nouvelle entre les israéliens et les palestiniens. Il existe 300 frontières de différentes sortes dans le monde, c'est pour cette raison en particulier qu'il faut examiner la question de manière approfondie en examinant ce qui a été fait dans le monde pendant de nombreuses années. Il faut étudier la question de la construction des frontières, la question des terres et des barrages entre différents pays. Dans le chapitre suivant je vais présenter une partie des cas dans lesquels des murs ou des barrières ont été montés afin d'empêcher l'infiltration de personnes non désirées aux seins d'un territoire. Des barrières à travers lesquelles des personnes, des marchandises et des petits groupes ont été interdites d'accès. Les raisons sociales et financières ne seront pas présentées car dans les grandes majorités des cas ces constructions ont été faites dans l'urgence.

Des frontières internationales et diplomatiques divisent les territoires de la planète entre plus de 200 pays. Une partie de ces pays contrôle d'autres territoires qui ne font pas partie du territoire continu de leur état. Une partie de ces pays tels que les pays des îles n'ont pas de territoires terrestres [l'Australie, Les Nouvelles Éclades, l'Islande, Madagascar, le Japon et les pays de la Mer Caraïbe et du Pacifique], mais plus de 300 lignes de démarcations séparant les différents pays. Les lignes de démarcations qui ont été créées pendant l'histoire sont le fruit de processus diplomatiques, militaires, administratifs etc. Leur but est de tracer les territoires de chaque pays sur des cartes, certains faisant partie d'accords internationaux. Ces frontières sont souvent soulignées de façons différentes. Chaque pays a le droit et le devoir de garder son territoire et pour ce faire elle doit empêcher le passage non voulu de personnes qui risquent de nuire à son intégrité. Cette action se fait par le truchement d'accords internationaux entre les différentes parties qui gouvernent de chaque côté du territoire concerné. Parfois – et souvent à cause d'une non-volonté ou d'une incapacité – des personnes, des marchandises et des drogues circulent entre les deux côtés

de la frontière, dans ces passages on peut inclure également des armes de tout genre. Dans le passé les frontières étaient décidées en fonction des barrages naturels [rivière, chaîne de montagne, déserts etc.] avec le temps la façon de décider des frontières des différents pays a été modifiée et a été décidée non plus par des limitations naturelles mais plutôt par des décisions prises par les hommes cela afin d'éviter des pénétrations non voulues au sein de leur territoire. Le chapitre présent va tenter de présenter des exemples du monde entier et de différentes scènes de conflit.

Des modèles

Une examinaison géographique de la construction des différents barrages tout au long des frontières internationales nous permet de mettre en place certains modèles quant au lien entre les barrières les murs et les lignes de démarcations;

- a. Barrière – mur qui crée une frontière diplomatique à travers sa construction sur le terrain; la muraille de Chine, la muraille de Adriano [entre l'Angleterre et l'Ecosse], la muraille de Upa entre l'Angleterre et Wells.
- b. Barrière – barrage qui se construit d'un seul côté tout au long d'une frontière existante; les Etats unis devant le Mexique, l'Inde devant le Pakistan, l'Inde devant le Bangladesh l'Espagne devant le Maroc] à l'intérieur des mers de la Méditerranée [Gibraltar devant l'Espagne, l'Algérie française devant le Tunisie Israël devant le Liban, la Syrie et le Jordanie. En plus de cela ils existent des cas uniques de barrières du 'monde socialiste' qui ont été montées pour empêcher le passage des citoyens de l'ouest à l'est de l'Allemagne [incluant la muraille de Berlin], la Tchécoslovaquie, la Hongrie devant l'Allemagne de l'ouest et de l'Autriche.
- c. Barrière – barrage qui se construit sur les deux côtés d'une frontière mitoyenne; la Corée du nord – la Corée du sud, la Malaisie et la Thaïlande.
- d. Barrière – barrage qui se construit sur un seul côté, à côté d'une frontière mais pas en parallèle; la barrière du nord d'Israël pendant le mandat britannique.
- e. Des barrières dans des régions sans statut; le Maroc dans le Sahara ouest, l'Inde au Kashmiri.
- f. Des barrières partielles; l'Egypte et la Libye, le Maroc et l'Algérie.
- g. Des barrages dans les villes; Nicosie, Belfast et Guatzipia.

Dans ces situations historiques auxquelles un état organisé est face à un état non organisé et avec lequel un arrangement n'est pas possible quant aux frontières de celle-ci, dans des

régions dans lesquelles il existe une habitation organisée face à des nomades, dans tous ces cas de figure l'état organise parfois des barrages ou des murs afin d'empêcher des pénétrations non voulues et afin de déterminer ses frontières. En exemples à cela on peut trouver en Chine – la grande muraille – ainsi que des murailles qui ont été construites en Angleterre au moyen âge.

L'efficacité des barrages comme frontière

Il n'existe pas de moyen sûr pour tester l'efficacité d'un barrage, mais on peut tout fois qu'à chaque fois que celui-ci a été construit, qu'une nette amélioration a été remarquée. Si le barrage a été construit au long de la frontière il peut devenir hermétique si on allie cela avec du personnel. Très peu de personnes ont franchi la muraille de Chine ou encore celle d'Andrieu. Les Espagnols ne rentrent pas à Gibraltar sans permissions et les Marocains ne pénètrent pas dans les terres espagnoles. Par contre quand la barrière n'est pas continue comme c'est le cas aux États-Unis des pénétrations deviennent très fréquentes. L'état d'Israël a compris que le seul moyen de préserver sa survie était de construire cette barrière de séparation.

L'efficacité de la barrière

Suite à la construction de la barrière de sécurité une nette baisse dans le nombre des attentats a été remarquée dans les villes de Hadera, Afoula, Kfar Saba et Netanya. Dans les années 2004 – 2005 le nombre d'attentats terroristes dans ces villes est presque descendu à zéro. Les attentats ont eu lieu dans des villes plus au sud du pays autour desquelles une barrière n'a pas été construite. Des conséquences favorables sur le commerce dans ces villes ont été ressenties. Netanya est redevenue une ville touristique après que pendant les années 2002 et 2003 un nombre important d'attentats a été commis dans cette ville. Les données indiquent que durant les années 2001 – 2003 73 attentats ont été commis contre des villes israéliennes, 293 Israéliens ont été tués et 1950 ont été blessés. Par contre en 2003, 89 civils ont été tués et 411 ont été blessés tout cela dans des régions où la barrière de sécurité n'a pas été construite, par contre dans les régions dans lesquelles la barrière de sécurité a été construite 46 personnes ont été tuées et 221 ont été blessées. En 2004 la partie nord de la barrière a été construite, 19 Israéliens ont été tués et 102 ont été blessés tous dans des régions dans lesquelles il n'y a pas de barrière. Aucun Israélien n'a été tué dans les régions où la barrière a été construite. Depuis la construction

de la barrière de sécurité une baisse de 90 % du nombre des attentats a été souligné et le nombre de morts a baissé de 70 %. Les personnes qui s'opposent à la construction de la barrière prétendent que la baisse des attentats a eu lieu bien avant la construction de la barrière et que les raisons de cette baisse n'ont rien avoir avec cette barrière. Aujourd'hui on peut dire que les organisations terroristes ont choisi les attentats comme moyens de combat contre Israël et surtout pour atteindre leur but final. Le responsable du Jihad a déclaré que la barrière de sécurité empêché pratiquement toute possibilité de commettre des attentats en Israël. En plus des bienfaits sécuritaires il y a d'autres effets secondaires positifs à cette construction; une nette baisse du nombre des immigrants illégaux, une nette baisse des vols de voitures. Malgré cela la barrière nuit à une grande majorité des palestiniens au niveau financier, ce qui accroît la pauvreté. En plus de cela le nombre de travailleurs étrangers n'a fait qu'augmenter depuis.

5. Discussion

Les événements de l'an 2000 sont très rapidement devenus une guerre, une guerre forcée sur la population israélienne. Une guerre sanglante et très violente contre des terroristes violents. Une guerre dans laquelle des familles entières ont périés ou ont été blessées à cause d'acte de terrorisme. Du point de vue israélien l'état d'Israël et ses citoyens considèrent cette guerre comme une guerre de survie. D'après ma connaissance et de mon point de vue chaque pays doit faire de son mieux afin de préserver la sécurité des enfants qui vont à l'école, du passant qui part travailler et de tout civile qui ne doit en aucun cas craindre pour sa survie. Dans les années 2001 – 2003 la vie de tous les jours était devenue invivable, effrayant et avec un lourd sentiment d'insécurité et d'impuissance. Les choses doivent être autrement.

Du côté palestinien, il faut dire que le citoyen palestinien moyen a changé de façon dramatique sa façon de vivre, il est passé d'une vie quasi normale à une vie invivable de combats incessants, d'une rigidité d'opinion. Le combat palestinien a ses raisons mais il est inacceptable au niveau humain.

Suivant ce qui a été présenté plus haut on peut dire qu'il s'agit d'un conflit entre deux peuples, un territoire. Deux facteurs qui ont le même but mais qui ont des moyens différents, les israéliens ont choisi celui de la négociation et de l'acceptation du droit palestinien à un état et de l'autre côté un peuple qui a choisi la violence comme stratégie. Du côté palestinien il y a certaines voix qui s'élèvent est qui réclame les frontières de 48, bien que cela n'est pas viable de nos jours, car cela voudrait dire l'anéantissement de l'état d'Israël. Les frontières de 67 ne sont pas plus viables. Pour ces raisons je pense qu'il faut adopter le point de vue israélien et d'une partie des pays du monde à savoir l'échange de terre ou le dédommagement financier.

Le chemin de la violence n'a pas porté ses fruits, grâce à cela une dimension nouvelle a été rajoutée au conflit, le point de vue religieux – idéologique. On peut voir un lien très clair au niveau idéologique entre le Hamas, le Hizballa au Liban et en Iran, cette ligne idéologique soutient l'idée que l'état d'Israël n'a aucun droit d'exister, cette idéologie pense que l'état d'Israël est une force mauvaise et que sa destruction est obligatoire. Dernièrement ces mêmes personnes œuvrent à nier l'Holocauste.

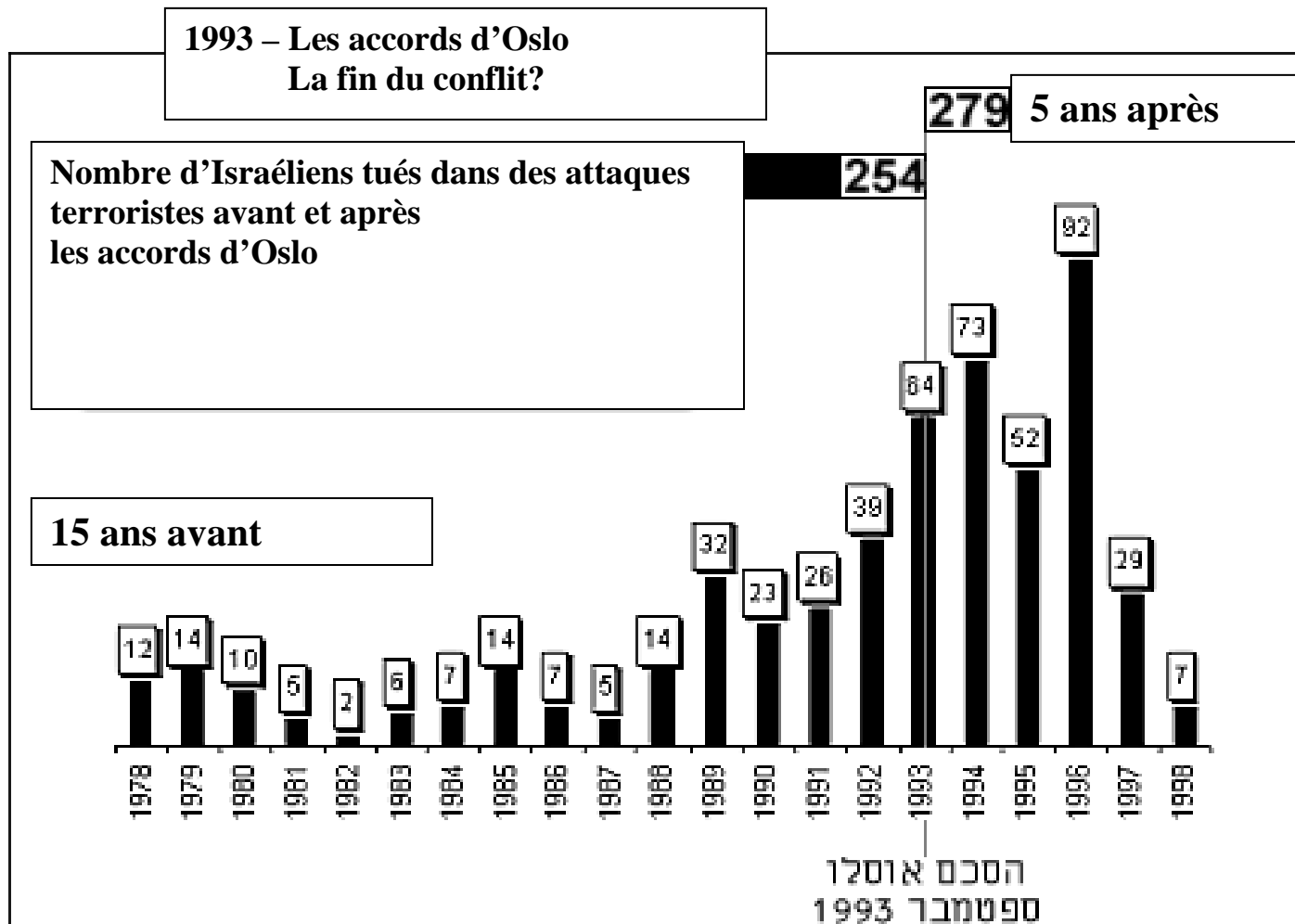
Nombreux sont ceux qui considèrent les actes de l'état d'Israël comme des actes non légitimes. La construction de la barrière de sécurité est une solution qui peut sauver la vie de personne et peut également éviter des frictions inutiles entre les israéliens et les palestiniens. Ces mêmes personnes ont soutenus l'opinion palestinienne quand celle ci agissait en parallèle par des actes terroristes. Arafat a souvent dit lors de ses discours que 'la solution est d'envoyer des milliers de terroristes à Jérusalem'. Je considère que cette critique, cette même différenciation internationale est hypocrite et non légitime a mes yeux, car elle ne prend pas en compte tous les faits. Je peux dire aujourd'hui que la politique d'une partie des pays du monde et de l'autorité palestinienne a encouragée de façon indirecte les actes de terrorismes, leurs intensités et leur dure.

Quand l'ennemie qui se trouve en face n'a aucun respect pour la vie humaine, et quand le suicide devient l'arme majeure dans le combat, aucune institution internationale ne peut critiquer les actes du gouvernement israélien qui agit pour protéger la vie de ses citoyens. Il faut se poser la question pourquoi la barriere au Mexique ou en Arabie Saoudite n'est pas considérée comme illégitime. D'après mon point de vue, cette vision des choses témoigne d'un manque d'objectivité et d'un manque de compréhension de la totalité des données.

Il faut tout de même souligner que la construction de la barrière a diminuer de façon importante les frictions entres les palestiniens et les soldats israéliens. Cela a contribuer a une diminution des blesses des deux cotes.

Il est important de souligner, que jusqu'aux événements des relations entre les palestiniens et les juifs s'étaient établis dans un grand nombre de domaine. Mais les émeutes ont oblige l'état d'Israël de construire cette barrière.

Durant toute la construction de la barrière de sécurité le gouvernement d'Israël a déclaré que la barrière n'était qu'un moyen de sécurité avant de trouver une solution au conflit et qu'en aucun cas le but de celle ci était de fixer les frontières d'Israël. Le gouvernement israélien adit qu'elle ne voit pas de raison pour ne pas envisager dans la future un démantèlement de cette barrière.



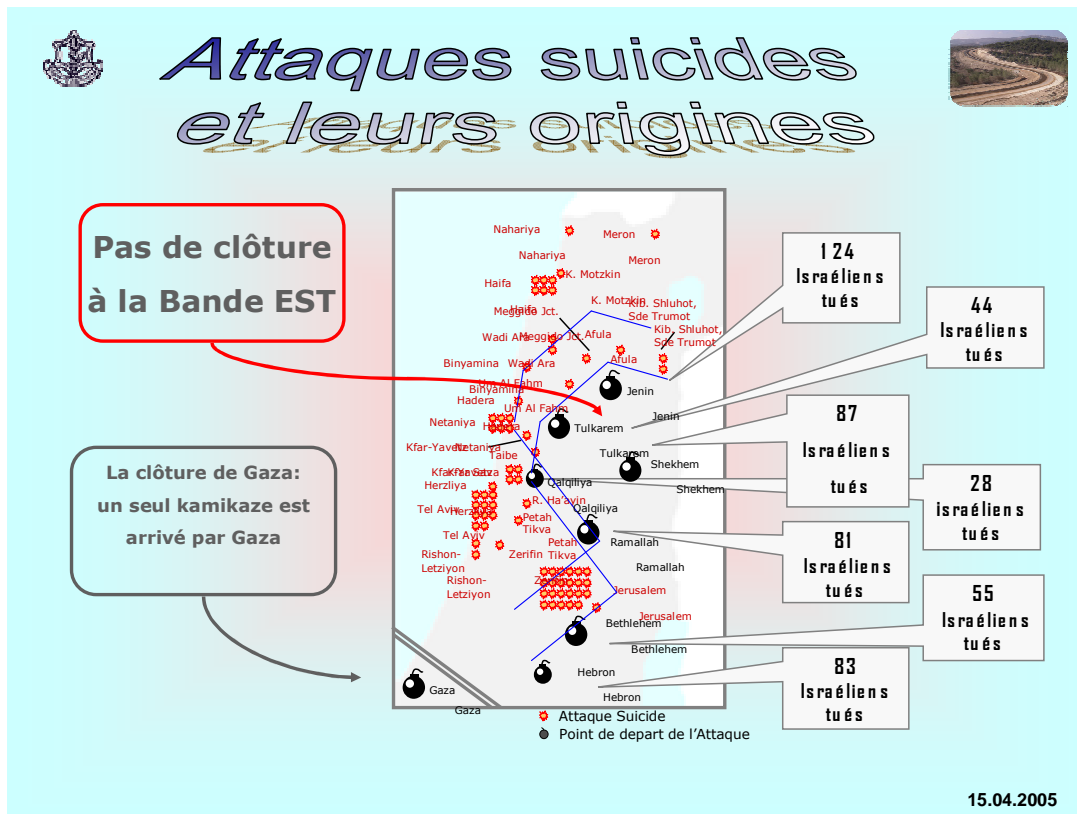
ANNEXE-1

- Les trois dernières années, plus de 1041 israéliens ont été assassinés dans des attentats perpétrés par des terroristes palestiniens, et plus de 7,302 ont été mutilés à vie.
- Aucune autre nation n’a été confrontée à une vague de terrorisme aussi violente.
- Si on devait parler en proportion, le nombre de victimes françaises devrait être égal à 10,410 morts et 73200 blessés.

Victimes du 29.09.2000 au 16.01.2005

Victimes	Forces de Défense	Civils	Total de victimes israéliennes
Blessés	2143	4889	7032
Morts	314	727	1041

ANNEXE-2





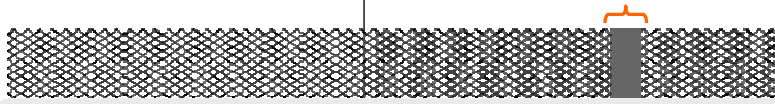
La section en béton



- Elle représente environ 3,8% de la barrière.
- La moitié de la section de béton a été construite en 1996.



Mur: Approximativement 26km / 16.5mile



La clôture: Approximativement 700km / 435mile

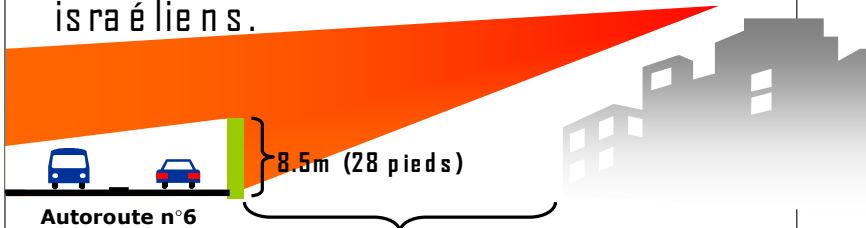
15.04.2005



La section en béton



La section de la barrière constituée de béton a été édiflée tout au long de l'autoroute n°6, près des villes Tulkarem et Qalqiliya, d'où des snipers tiraient sur les véhicules israéliens.

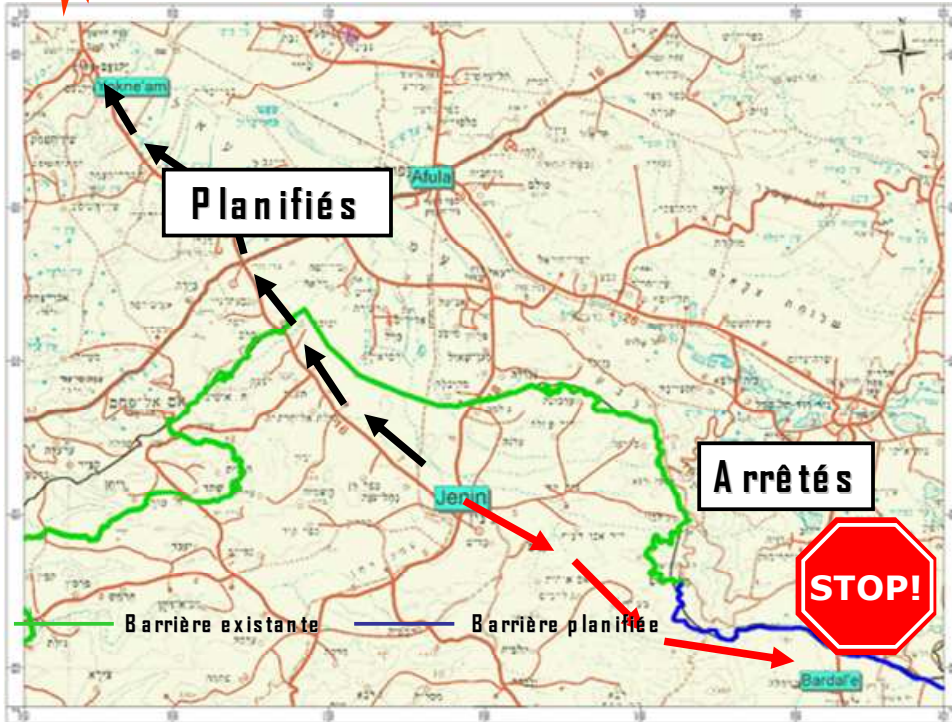


15.04.2005

3 décembre 2003



Tentative d'attentat suicide à Yokné'am



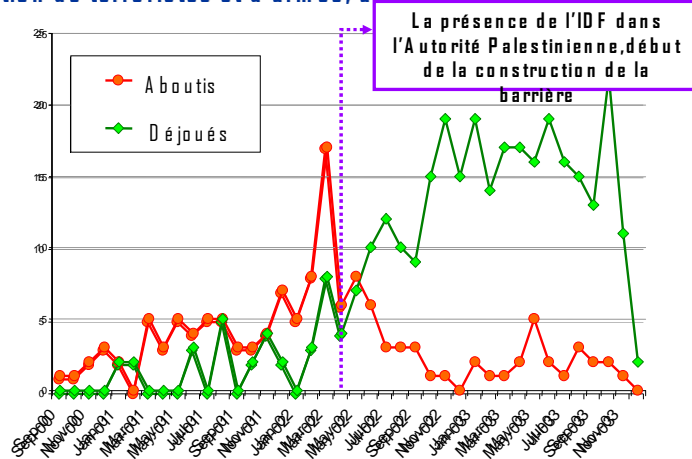
15.04.2005



L'efficacité de la barrière



La barrière améliore considérablement la capacité de l'IDF à empêcher l'infiltration de terroristes et d'armes, à l'intérieur d'Israël





La barrière de sécurité n'est pas un mur

En dépit de nombreuses photos publiées dans les médias internationaux montrant un grand muret en béton, plus de **95%** de la clôture de sécurité sont constitués par un réseau de barbelés

(uniquement dans les endroits où une structure solide est absolument nécessaire).



15.04.2005

7. Bibliographie :

7.1 livres en français.

1. Philippe Lemarchand. Lamia Radi .Israël /Palestine Demain atlas perspectif. Bruxelles. Complexe. 1996.
2. Pierre Razoux.Tsahal nouvelle histoire de l'armée israélienne .Perrin.Isbn. 2006.
3. Mitchell G.Bard .Mythes et Réalités des conflits du Proche-Orient. Paris. Raphael.2003.

3.

7.2 Brochure en français.

1. Territoires Contestes, Centre d'information d'Israël, [http : www/ / mfa, gov, il](http://www.mfa.gov.il)

7.3 Sites de l'internet

- 1 .he.wikipedia.org/wiki/115-séparation _clôture k
2. www.knesset.gov.il/mmm/data/docs
3. <http://www.securityfence.mod.gov.il/pages/heb/default.htm> Israel's Security Fence
4. <http://www.terrorism-info.org.il/malam-multimedia/Hebrew/heb-n/video>
5. he.wikipedia.org/wiki/21-espace de la couture
6. http://www.intelligence.org.il/sp/c_t/sec/sec_f9_04.htm

7.4 livres en hébreu.

גדי בלום, ניר חפץ, הרועה סיפור חייו של אריאל שרון, תל אביב: הוצאה לאור מיסודן של ידיעות אחרונות וספרי חמד, 2005.

רביב דרוקר, עפר שלח, בומרנג כישלון המנהיגות באינתפאדה השנייה, ירושלים, הוצאה לאור כתר, 2005.

עמוס הראל, אבי יששכרוף, המלחמה השביעית, תל אביב, הוצאה לאור של ידיעות אחרונות, 2004.

סמואל הנטינגטון, התנגשות הציביליזציות, ירושלים, הוצאת שלם, 2003.

משרד החינוך המרכז לתוכניות לימודים, הסכסוך הערבי ישראלי, מעלות הוצאת ספרים בע"מ, 1979.

אלוף {מיל} י. הרכבי, יסודות בסכסוך ישראל – ערב, משרד הביטחון הוצאה לאור, 1971.

הסכם הביניים ישראלי-פלסטינאי בדבר הגדה המערבית ורצועת עזה, וושינגטון, 28 בספטמבר 1995

